

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 3031

[C - 99/29474]

5 MAI 1999. — Décret-cadre relatif à la reconnaissance
et au subventionnement des secteurs professionnels des Arts de la Scène (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et principes généraux

Article 1^{er}. § 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par « Arts de la Scène », les domaines d'expression artistique dont les créations et réalisations font appel à des artistes et artisans et aux techniques des arts d'interprétation, et sont diffusées auprès des publics essentiellement sous la forme du spectacle vivant.

Les Arts de la Scène comprennent les domaines suivants :

- 1° le théâtre;
- 2° la musique et l'opéra;
- 3° la danse;
- 4° les arts du cirque et les arts forains.

§ 2. Au sens du présent décret, on entend par « secteur professionnel des Arts de la Scène » :

1° L'ensemble des personnes morales :

a) dont l'objet social relève, en ordre principal, d'une ou plusieurs activités reprises ci-après :

- i) la création ou la production de spectacles qui relèvent des domaines visés au § 1^{er}, alinéa 2;
- ii) la promotion ou la diffusion de spectacles qui relèvent des domaines visés au § 1^{er}, alinéa 2;
- iii) la recherche ou la formation relevant de ces domaines, à l'exclusion d'activités et de matières relevant de l'enseignement artistique;

b) qui emploient du personnel, notamment artistique, dans le respect des dispositions de la législation sociale belge;

c) qui établissent un compte de résultat et une situation bilantaire conformément aux principes et règles usuels de la comptabilité en partie double;

2° Les artistes professionnels œuvrant ponctuellement, comme personnes physiques ou sous forme de personnes morales dans les domaines des Arts de la Scène, pour la création et la production de spectacles.

§ 3. Au sens du présent décret, on entend par « organisme » toute personne morale active dans un ou plusieurs domaines des Arts de la Scène qui remplit les conditions prévues aux points a), b) et c) du § 2, 1°.

§ 4. Ne sont pas visés par le présent décret, les organismes qui relèvent du décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse.

Art. 2. Les conditions de reconnaissance ou de subventionnement et leur mise en œuvre ne portent pas atteinte à la liberté d'expression.

En outre, sans préjudice des dispositions particulières qui y sont relatives, la reconnaissance et le subventionnement ne pourront intervenir qu'au seul bénéfice des organismes dont les activités, et en particulier la programmation, ne mettent pas en cause la liberté d'expression et les principes démocratiques.

CHAPITRE II. — *Les instances d'avis**Section 1^{re} — Les instances d'avis dans le domaine du théâtre*

Art. 3. Il est créé un Conseil consultatif de l'art dramatique. Le Gouvernement soumet à l'avis motivé de ce Conseil tout projet de contrat-programme, tel que prévu à l'article 33, qui doit être conclu avec des théâtres, relativement à leur subventionnement, ainsi que toutes questions relatives à l'exécution, au renouvellement ou à la résiliation de ces contrats-programmes. Le Conseil donne, en outre, son avis sur toutes questions en rapport avec l'art dramatique, soit à la demande du Gouvernement, soit d'initiative.

Art. 4. Il est créé une Commission consultative d'aide aux projets théâtraux, chargée de soumettre au Gouvernement des avis de recommandations sur les demandes d'aides ponctuelles qui sont déposées auprès du Gouvernement.

La Commission prend en considération des demandes émanant de personnes physiques ou morales dont une ou plusieurs activités particulières relèvent du domaine de l'art dramatique et rend ses avis, prioritairement, sur l'octroi et bourses et aides financières ponctuelles à des auteurs dramatiques ou groupes d'auteurs dramatiques ainsi qu'à des dramaturges, des comédiens ou groupes de comédiens destinées à couvrir totalement ou partiellement les frais de création et de production de spectacles dramatiques, et plus particulièrement les premiers projets.

La Commission rend également ses avis, notamment sur :

— l'opportunité d'allouer des interventions financières ponctuelles en vue de la production, de l'édition et de la diffusion d'écrits, supports sonores, visuels ou autres, relatifs à la création théâtrale ou dramatique classique ou contemporaine;

— l'opportunité d'allouer des aides financières ponctuelles à des festivals et des manifestations théâtrales diverses;

— l'opportunité d'allouer des aides financières ponctuelles ainsi que la mise à disposition de biens corporels en faveur d'organismes et d'association de promotion, de recherche et de formation en matière d'art dramatique.

Section 2. — Les instances d'avis du domaine musical et lyrique

Art. 5. Il est créé un Conseil consultatif de la musique classique et contemporaine. Ce Conseil a pour objet de donner soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, des avis portant sur toutes questions relatives à la composition ou interprétation musicale classique ou contemporaine.

Le Gouvernement soumet à l'avis motivé du Conseil tout projet de contrat-programme qui doit être conclu avec des organismes du domaine musical et lyrique, ainsi que toutes questions relatives à l'exécution, au renouvellement ou à la résiliation de ces contrats-programmes.

Art. 6. Il est créé une Commission consultative d'aide aux projets musicaux classiques ou contemporains, chargée de soumettre au Gouvernement des avis et recommandations sur les demandes d'aide ponctuelle qui sont déposées auprès du Gouvernement.

La Commission prend en considération les demandes émanant des personnes physiques ou morales, dont une ou plusieurs activités particulières relèvent du domaine de la musique classique ou contemporaine, et rend ses avis, notamment, sur :

- l'octroi de bourses et aides financières ponctuelles à des auteurs, compositeurs et interprètes;
- l'opportunité d'allouer des interventions financières ponctuelles en vue de la production, de l'édition, de la diffusion d'écrits, partitions, supports sonores, visuels ou autres, relatifs à la création et à l'interprétation musicale classique ou contemporaine;
- l'opportunité d'allouer des subventions ponctuelles à des ensembles et groupes de compositeurs et d'interprètes;
- l'opportunité d'allouer des subventions ponctuelles pour des festivals et des manifestations musicales diverses;
- l'opportunité d'allouer des subventions ponctuelles ainsi que la mise à disposition de biens corporels en faveur d'organismes et d'associations de promotion, de recherche et de formation en musique classique ou contemporaine.

Art. 7. Il est créé un Conseil consultatif de la musique non classique. Ce Conseil a pour objet de donner, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, des avis portant sur toutes questions relatives aux formes de musique actuelle, à l'exception de la musique classique et contemporaine, visée par le Conseil consultatif de la musique classique ou contemporaine défini à l'article 5.

Le Gouvernement soumet à l'avis motivé du Conseil tout projet de contrat-programme qui doit être conclu avec des organismes du domaine musical non classique, ainsi que toute question relative à l'exécution, au renouvellement ou à la résiliation de ces contrats-programmes.

Art. 8. Il est créé une Commission consultative d'aide aux projets de musique non classique, chargée de soumettre au Gouvernement des avis et recommandations sur les demandes d'aide ponctuelle qui sont déposées auprès du Gouvernement.

La Commission prend en considération des demandes émanant de personnes physiques ou morales dont une plusieurs activités particulières relèvent du domaine de la musique non classique et rend ses avis, notamment, sur :

- l'octroi de bourses et aides financières ponctuelles à des compositeurs et à des interprètes;
- l'opportunité d'allouer des interventions financières ponctuelles en vue de la production, de l'édition et de la diffusion d'écrits, partitions, supports sonores, visuels ou autres, relatifs à la création et l'interprétation musicale non classique ou contemporaine;
- l'opportunité d'allouer des subventions ponctuelles de fonctionnement à des ensembles et groupes de compositeurs et d'interprètes;
- l'opportunité d'allouer des aides financières ponctuelles à des festivals et des manifestations musicales diverses;
- l'opportunité d'allouer des aides financières ponctuelles ainsi que la mise à disposition de biens corporels en faveur d'organismes et d'associations de promotion, de recherche et de formation en matière de musique non classique.

Section 3. — Les instances d'avis du domaine de la danse

Art. 9. Il est créé un Conseil consultatif de l'art de la danse. Ce Conseil a pour objet de donner soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, des avis portant sur toutes questions relatives à l'art de la danse.

Le Gouvernement soumet à l'avis motivé du Conseil tout projet de contrat-programme qui doit être conclu avec des organismes du domaine des arts de la danse, ainsi que toutes questions relatives à l'exécution, au renouvellement ou à la résiliation de ces contrats-programmes.

Art. 10. Il est créé une Commission consultative d'aide aux projets relevant de l'art de la danse, chargée de soumettre au Gouvernement des avis et recommandations sur les demandes d'aide ponctuelle qui sont déposées auprès du Gouvernement.

La Commission prend en considération les demandes émanant des personnes physiques ou morales, dont une ou plusieurs activités particulières relèvent du domaine de la danse, et rend ses avis, prioritairement sur l'octroi de bourses et d'aides financières ponctuelles à des auteurs chorégraphiques ou groupes chorégraphiques ainsi qu'à des danseurs ou groupes de danseurs, destinées à couvrir totalement ou partiellement les frais de création et de production de spectacles de danse, et plus particulièrement, les premiers projets.

La Commission rend également ses avis, notamment sur :

- l'opportunité d'allouer des subventions et des aides destinées à couvrir totalement ou partiellement les frais de production des spectacles chorégraphiques ponctuels;
- l'opportunité d'allouer des aides ponctuelles aux festivals chorégraphiques, aux manifestations consacrées, en tout ou en partie, à la danse;
- l'opportunité d'allouer des subventions ponctuelles ainsi que la mise à disposition de biens corporels en faveur d'organismes et d'associations de promotion, de recherche et de formation à la danse.

Section 4. — Les instances d'avis des domaines des arts du cirque et des arts forains

Art. 11. Il est créé un Conseil consultatif des arts du cirque et des arts forains. Le Gouvernement soumet à l'avis motivé de ce Conseil tout projet de contrat-programme qui doit être conclu avec des organismes relevant des domaines du cirque ou des arts forains, ainsi que toutes questions relatives à l'exécution, au renouvellement ou à la résiliation de

ces contrats-programmes. Le Conseil donne, en outre, son avis sur toutes questions en rapport avec les arts du cirque et les arts forains, soit à la demande du Gouvernement, soit d'initiative.

Art. 12. Il est créé une Commission consultative d'aide aux projets relevant des arts du cirque ou des arts forains, chargée de soumettre au Gouvernement des avis et recommandations sur les demandes d'aide ponctuelle qui sont déposées auprès du Gouvernement.

La Commission prend en considération les demandes émanant des personnes physiques ou morales, dont une ou plusieurs activités particulières relèvent du domaine des arts du cirque ou des arts forains, et rend ses avis, notamment sur :

- l'opportunité d'allouer des bourses, des subventions et des aides ponctuelles destinées à couvrir totalement ou partiellement les frais de production de spectacles ou manifestations;
- l'opportunité d'allouer des aides ponctuelles aux festivals ou aux manifestations consacrées, en tout ou en partie, aux arts du cirque ou aux arts forains;
- l'opportunité d'allouer des subventions ponctuelles ainsi que la mise à disposition de biens corporels en faveur d'organismes et d'associations de promotion, de recherche et de formation dans le domaine des arts du cirque ou des arts forains.

Section 5. — Dispositions communes aux différentes instances d'avis

Art. 13. Les instances d'avis sont composées de 12 membres désignés parmi des personnalités compétentes pour le domaine visé.

Les membres des instances d'avis sont des personnalités désignées par le Gouvernement, issues à nombre égal des catégories suivantes, compétentes pour le domaine concerné :

- 1° le public ou les utilisateurs, ou les associations représentatives de ces catégories;
- 2° le secteur professionnel, à l'exception des directeurs artistiques d'organismes;
- 3° les auteurs, les compositeurs et les interprètes belges d'expression française et la critique;
- 4° l'enseignement artistique, le milieu universitaire ou scientifique.

Les membres des instances d'avis sont désignés pour un terme de quatre ans, renouvelable.

En cas de démission d'un membre, le Gouvernement pourvoit à son remplacement dans les six mois de la notification de la démission.

Les membres des instances d'avis siègent à titre personnel.

Les instances d'avis ne comportent pas plus de deux membres exerçant des fonctions de présidence, de vice-présidence ou d'administrateur au sein d'une personne morale susceptible d'être porteur d'un projet ou d'être bénéficiaire d'un contrat-programme. Le mandat de ces deux membres ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

Les membres des instances d'avis ne peuvent instruire aucun dossier ni projet dans lequel ils auraient un intérêt.

Un même membre peut être désigné dans plusieurs instances d'avis.

Le Gouvernement désigne, pour participer aux travaux des instances d'avis, et en particulier pour en assurer le secrétariat, deux représentants de ses services. Ces derniers n'ont pas voix délibérative au sein de l'instance d'avis.

Le Gouvernement désigne le président de chaque instance d'avis en son sein, parmi les membres ayant voix délibérative.

Art. 14. Les instances d'avis se réunissent au moins six fois par an. Elles peuvent se réunir à une autre fréquence, si l'importance ou le nombre des demandes d'avis qui leur est soumis le nécessite ou si au moins trois membres ayant voix délibérative le demandent.

La convocation aux instances d'avis mentionne l'ordre du jour. Elle doit être envoyée au moins huit jours avant la date de la séance. Au début de chaque année civile, les instances d'avis fixent le calendrier annuel de leur session.

Les instances d'avis ne délibèrent valablement que si au moins la moitié de leurs membres est présente.

Est réputé démissionnaire tout membre absent à plus de la moitié des séances annuelles de l'instance d'avis.

Art. 15. Les instances d'avis fixent chacune leur règlement d'ordre intérieur. Celui-ci explicite les principes méthodologiques et ses méthodes de travail. Les règlements d'ordre intérieur des instances d'avis sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Les instances remettent annuellement un rapport de leurs activités relatif à l'exercice écoulé et aux perspectives d'avenir qui peuvent s'en dégager, au Gouvernement et au Conseil supérieur des Arts de la Scène visé à l'article 19.

Art. 16. Les membres des instances d'avis bénéficient d'une allocation annuelle de lecture dont le montant est fixé par le Gouvernement. A l'exclusion des fonctionnaires, les personnes siégeant aux instances d'avis bénéficient également d'un jeton de présence lorsqu'elles assistent aux séances. Le montant de ce jeton est fixé par le Gouvernement.

Art. 17. Les commissions d'aide aux projets créées en application des articles 4, 6, 8, 10 et 12 prennent en considération les demandes émanant de personnes physiques ou morales, dont une ou plusieurs activités particulières relèvent du domaine concerné, et qui :

- ne bénéficient pas d'autres subventions de la Communauté française, essentiellement destinées à la création de spectacles;
- ne jouissent pas d'une infrastructure permanente essentiellement destinée à l'exploitation des productions du demandeur.

Les projets pris en considération par ces commissions doivent s'inscrire dans l'une au moins des préoccupations suivantes :

- viser à réaliser et diffuser les formes et les expressions les plus nouvelles et les plus libres du domaine concerné;
- mettre en valeur, de manière originale, les œuvres des auteurs et créateurs de la Communauté française ou expérimenter celles de ses auteurs contemporains les plus novateurs;
- assurer, au travers d'un projet artistique de haut niveau et d'une réelle ampleur culturelle, la réalisation et la diffusion d'œuvres du grand répertoire ancien ou contemporain.

Art. 18. Ne peuvent être pris en considération par les commissions créées en application des articles 4, 6, 8, 10 et 12 les projets dont la faisabilité financière ne serait pas garantie alors même qu'ils pourraient prétendre à une subvention en application du décret. Sont également exclus les projets qui ne seraient pas assurés par un plan de diffusion.

Section 6 — Le Conseil supérieur des Arts de la Scène

Art. 19. Il est créé un Conseil supérieur des Arts de la Scène. Sont membres de ce Conseil, les présidents des instances d'avis, ainsi qu'un président et un vice-président désignés par le Gouvernement, parmi les personnalités représentatives du monde culturel en Communauté française à l'exception des directeurs artistiques.

Les président et vice-président du Conseil supérieur des Arts de la Scène sont désignés pour un terme de quatre ans, renouvelable.

Art. 20. Le Conseil supérieur des Arts de la Scène vérifie l'existence et la validité des conditions de reconnaissance des organismes, conformément à l'article 23.

Le Conseil supérieur des Arts de la Scène veille à la coordination des instances d'avis. Il voit soumettre à sa consultation l'attribution de subventions de fonctionnement aux organismes dont les activités relèvent de plusieurs domaines des Arts de la Scène, ou dont les activités ne relèvent pas d'un domaine spécifique.

Il formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, tous avis et recommandations relatifs aux politiques menées dans les Arts de la Scène.

Il établit un rapport annuel de ses activités et une synthèse des rapports déposés par les différentes instances d'avis. Il soumet, le cas échéant, des propositions relatives aux exercices futurs.

Ces documents sont transmis au Gouvernement et au Conseil de la Communauté française au plus tard le 30 mai de l'année qui suit l'exercice visé.

Le Conseil supérieur des Arts de la Scène formule à l'attention de l'Observatoire des Arts de la Scène et du Gouvernement tout élément de définition et d'appréciation de termes et de critères utilisés au présent décret, dans les contrats-programmes ainsi que dans les autres formes de relations entre la Communauté française et le secteur professionnel des Arts de la Scène.

Les documents établis par le Conseil supérieur des Arts de la Scène contiendront, notamment, des données relatives à la fréquentation, la diffusion et la circulation des spectacles, l'emploi artistique et la création.

Art. 21. Le Conseil supérieur des Arts de la Scène se réunit au moins quatre fois par an. Il peut se réunir de façon plus fréquente, si l'importance du travail à effectuer ou le nombre des demandes d'avis qui lui est soumis le nécessite.

La convocation aux instances d'avis mentionne l'ordre du jour. Elle doit être envoyée au moins huit jours avant la date de la séance.

Le secrétariat du Conseil supérieur des Arts de la Scène est assuré par le coordinateur des intendants ou, à défaut, par un intendant désigné par le Gouvernement.

Art. 22. Le Conseil supérieur des Arts de la Scène fixe son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Le Conseil supérieur des Arts de la Scène ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente.

CHAPITRE III. — La reconnaissance

Art. 23. Sont reconnus au sens du présent décret, les organismes :

- 1° qui relèvent du secteur professionnel des Arts de la Scène;
- 2° qui communiquent leurs statuts et font connaître leurs organes de gestion ainsi que leur direction artistique;
- 3° qui établissent leur existence, leur fonctionnement, ainsi que des activités conformes à leur objet social depuis plus d'une année;
- 4° qui justifient, dans leurs activités et leur programmation, du respect de la liberté d'expression et des libertés démocratiques, conformément à l'article 2;
- 5° qui font usage d'œuvres de création dans le respect de la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins;
- 6° qui organisent des activités s'adressant prioritairement aux publics de la Communauté française;
- 7° qui déposent un dossier contenant le projet d'activité et le plan financier pour la durée de la reconnaissance envisagée;
- 8° qui font l'objet d'une évaluation artistique et d'un avis positif émanant de l'instance compétente.

L'octroi d'une subvention ponctuelle au sens de l'article 39 à toute personne morale ou physique dont une ou plusieurs activités relèvent du secteur professionnel des arts de la scène emporte de plein droit reconnaissance, et ce, exclusivement pour une période de deux années consécutives suivant l'année de l'octroi de la subvention. La reconnaissance prévue au présent alinéa prend fin de plein droit à l'expiration de cette période.

Art. 24. Sans préjudice des dispositions de l'article 23, alinéa 2, la demande de reconnaissance est introduite par l'organisme sur le formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Elle est adressée au Gouvernement, accompagnée des annexes qu'il détermine, sous pli recommandé à la poste.

Art. 25. Sans préjudice des dispositions de l'article 23, alinéa 2, le Gouvernement transmet au Conseil supérieur des Arts de la Scène les demandes de reconnaissance formulées.

Le Conseil supérieur des Arts de la Scène vérifie l'existence ou non des conditions prévues pour la reconnaissance.

Il rend son avis au Gouvernement dans les six mois qui suivent la réception de la demande.

Il peut déléguer l'instruction de la demande et l'avis à lui réserver à l'instance d'avis plus spécifiquement compétente pour le domaine concerné; celle-ci rend son avis au Gouvernement dans les six mois qui suivent la réception de la demande.

La décision du Gouvernement est notifiée au demandeur dans les trois mois suivant la réception de l'avis du Conseil supérieur des Arts de la Scène ou de l'instance d'avis qui a reçu délégation.

Toute décision du Gouvernement s'écartant des avis et recommandations formulés par le Conseil supérieur des Arts de la Scène ou par l'instance d'avis qui a reçu délégation doit être motivée sur ce point.

Art. 26. Sans préjudice des dispositions de l'article 23, alinéa 2, la reconnaissance peut être attribuée pour une période de deux à cinq ans.

Elle peut être prorogée.

En cas de non-respect des conditions prévues à l'article 23, la reconnaissance peut être retirée par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur des Arts de la Scène ou de l'instance d'avis à qui l'instruction aurait été déléguée.

Ce retrait peut également intervenir sur proposition du Conseil supérieur des Arts de la Scène ou de l'instance d'avis compétente, qui a eu connaissance d'une carence ou du non-respect d'une des conditions prévues.

CHAPITRE IV. — *Le subventionnement*

Section 1^{re}. — Types de subventions

Art. 27. Seuls les organismes reconnus peuvent prétendre au subventionnement. Le subventionnement peut intervenir simultanément à la reconnaissance.

Le subventionnement est soumis à la consultation des instances d'avis, sur base de leurs compétences respectives.

Toute décision du Gouvernement s'écartant des avis et recommandations formulés par les instances d'avis doit être motivée sur ce point.

Art. 28. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut attribuer des subventions de fonctionnement aux organismes qui relèvent du secteur professionnel des Arts de la Scène.

Les subventions de fonctionnement sont destinées à contribuer au financement de l'exploitation ordinaire des organismes, sur une durée pluriannuelle, en couvrant, en tout ou partie :

- les rémunérations de son personnel permanent;
- les charges de son fonctionnement de base;
- les charges des rémunérations et des activités artistiques.

Art. 29. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut attribuer des subventions ponctuelles aux personnes morales ou physiques dont une ou plusieurs activités particulières concernent un ou plusieurs domaines du secteur professionnel des Arts de la Scène.

Les subventions ponctuelles sont attribuées pour des projets ou objets nettement circonscrits.

Art. 30. Le Gouvernement procède à l'octroi et au retrait éventuel du subventionnement.

Le retrait du subventionnement ne donne lieu à aucune indemnité de la part de la Communauté française.

Art. 31. La demande de subventionnement est introduite par l'organisme sur le formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Elle est adressée au Gouvernement, accompagnée des annexes qu'il détermine, sous pli recommandé à la poste.

Section 2. — Les subventions de fonctionnement

Art. 32. Pour être bénéficiaire du régime des subventions de fonctionnement, l'organisme du secteur professionnel des Arts de la Scène doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être reconnu conformément aux dispositions de l'article 23;
- 2° avoir fait l'objet d'une évaluation artistique et d'un avis émanant de l'instance d'avis compétente;
- 3° présenter une situation financière équilibrée et, si cette condition n'est pas remplie au vu des critères fixés par l'article 48, présenter un plan d'assainissement;
- 4° engager et rémunérer son personnel selon les dispositions de la législation sociale belge.

Après avis de l'instance compétente, le Gouvernement peut également conditionner le bénéfice des subventions de fonctionnement au contrôle et à la certification des comptes de l'organisme par un réviseur d'entreprise.

Art. 33. L'octroi aux organismes du secteur professionnel des Arts de la Scène de subventions de fonctionnement est organisé au moyen de contrats-programmes.

Le Gouvernement établit avec l'organisme concerné un contrat-programme.

Le Gouvernement peut fixer, dans chaque domaine, et par catégorie d'organismes s'il échet, après consultation des instances d'avis compétentes, un montant minimal forfaitaire de subvention annuelle à partir duquel le régime des subventions de fonctionnement est appliqué.

Art. 34. Le contrat-programme porte sur une période pluriannuelle continue de cinq ans maximum.

Tout contrat-programme contient au moins les éléments suivants :

- 1° la durée;
- 2° le montant de la subvention de fonctionnement, ses modes de liquidation, et son augmentation éventuelle;
- 3° le poids minimum, exprimé en pourcent des charges de masse salariale dans le total des charges ou le pourcentage minimal de subvention affecté à la masse salariale, ainsi que le volume d'emploi et des prestations artistiques minimum à assurer;
- 4° le contenu du cahier des charges de l'organisme;
- 5° les obligations souscrites en matière de décentralisation des spectacles et de publics de référence;
- 6° le volume d'activités prévu pour la période de subventionnement;
- 7° les engagements d'équilibre financier de l'organisme;
- 8° les modalités de contrôles financiers exercés par la Communauté française;
- 9° les modalités de modification, suspension, dénonciation, résiliation, prorogation ou renouvellement;

10° les noms et titres des personnes représentant l'organisme signataire du contrat et plus particulièrement de son responsable artistique.

Art. 35. Les conditions de modification, de suspension, de dénonciation, de résiliation, d'évaluation, de prorogation et de renouvellement sont fixées par le Gouvernement sur base de critères similaires pour tous les contrats-programmes.

Aucun contrat-programme ne peut être établi, modifié, suspendu, dénoncé, résilié, prorogé ou renouvelé sans avoir été soumis au préalable à l'avis de l'instance d'avis compétente.

Art. 36. Tout pouvoir public représenté dans les organes de gestion d'un organisme reconnu et bénéficiaire de subventions de fonctionnement est associé à la conclusion du contrat-programme et contribue à l'exécution de ce dernier, conformément aux statuts de l'organisme et aux modalités arrêtées entre les parties signataires.

Art. 37. Après consultation des instances d'avis compétentes, le Gouvernement organise, par domaine, le classement en catégories des organismes du secteur professionnel des Arts de la Scène.

A ces catégories sont associés des régimes d'obligations minimales et spécifiques.

Les régimes d'obligations minimales établissent les rubriques qui font l'objet d'engagements auxquels les organismes souscrivent dans le cadre du cahier de charges de leur contrat-programme.

Les régimes d'obligations minimales portent au moins sur :

1° les volumes d'activités, notamment le nombre des titres programmés ou promotionnés, leur nature et le nombre des manifestations à destination du public;

2° le volume d'activités à exercer en décentralisation, ou à destination de publics spécifiques;

3° la structure et le poids de la masse salariale;

4° les volumes d'emploi et, notamment, d'emploi et de prestations artistiques;

5° la structure du financement par ressources d'origine publique et autres;

6° le soutien qu'ils apportent aux œuvres des auteurs et compositeurs de la Communauté française.

Après consultation des instances d'avis compétentes, pour chaque domaine concerné, le Gouvernement peut déterminer des régimes d'obligations spécifiques et des missions complémentaires, par catégorie d'organismes s'il échet.

Art. 38. Le Gouvernement désigne, dans chaque domaine, après consultation de l'instance d'avis concernée, au moins un organisme reconnu et subventionné en vue de l'accomplissement de missions de service public qu'il arrête et dont il le charge.

Ces organismes constituent une des catégories visées à l'article 37.

Ces missions de service public consistent notamment :

1° à employer et à promouvoir des artistes et créateurs de la Communauté française, et aider à leur rayonnement tant en Belgique qu'à l'étranger;

2° à promouvoir des spectacles fréquents et variés, de haute qualité artistique, ou reconnus comme tels par les instances d'avis, à destination de tous les publics;

3° à favoriser la circulation de ces spectacles;

4° à favoriser l'application des conditions d'accès préférentiel pour certaines catégories de la population;

5° à permettre l'interaction entre les secteurs des Arts de la Scène et d'autres secteurs tels que l'enseignement et l'éducation permanente;

6° à favoriser l'accueil et la résidence des projets, de préférence ceux subventionnés en application de l'article 39, et qui ne disposent pas d'une infrastructure permanente.

Pour être reconnu à ce titre, l'organisme doit disposer du statut d'établissement d'utilité publique tel que visé par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Les statuts de l'organisme reconnu en application du présent article doivent prévoir que le titre ou mandat du directeur artistique de l'organisme est attribuable sur base d'un appel à candidatures et pour un terme de durée déterminée n'excédant pas cinq ans, renouvelable une fois maximum.

Section 3. — Les subventions ponctuelles

Art. 39. Pour bénéficier d'une subvention ponctuelle, la personne morale ou physique dont une ou plusieurs activités particulières relèvent du secteur professionnel des Arts de la Scène doit répondre aux conditions suivantes :

1° avoir fait connaître son identité, ses références et compétences, ou, dans le cas d'une personne morale, ses statuts, l'identité de ses organes de gestion ainsi que sa direction artistique;

2° avoir déposé un dossier contenant une description du projet d'activités ou l'objet pour lequel est sollicitée la subvention, ainsi que le plan financier afférent à ce projet ou à cet objet; ces derniers documents devront préciser, entre autres, la part des charges réservées aux rémunérations du personnel, notamment artistique, celle réservée aux autres frais de fonctionnement, ainsi que le volume des activités effectivement prévues;

3° avoir fait l'objet d'un avis d'évaluation artistique de la part de l'instance d'avis compétente.

CHAPITRE V. — *Fonctionnement, équilibre financier et évaluation**Section 1^{re}. — Rapports d'activités*

Art. 40. Chaque année, les organismes bénéficiaires de subventions de fonctionnement adressent un rapport au Gouvernement.

Ce rapport doit contenir au moins les éléments suivants :

- 1° rapport d'activités de l'année écoulée, précisant, notamment, les éléments visés à l'article 34, alinéa 2, 3° à 7°;
- 2° bilan et comptes de l'année écoulée;
- 3° imputation des subventions liquidées par la Communauté française;
- 4° actualisation éventuelle des statuts, des organes de gestion et de la direction artistique;
- 5° projets artistiques pour l'exercice suivant;
- 6° budget prévisionnel de l'exercice suivant.

Le Gouvernement détermine les délais et les formes dans lesquels ce rapport doit lui être transmis.

Les organismes visés à l'article 38 précisent, dans leur rapport annuel, la façon dont ils ont rempli les missions de service public qui leur incombent.

Art. 41. Au terme des activités pour lesquelles une subvention aura été liquidée par la Communauté française, les personnes morales ou physiques bénéficiaires de subventions ponctuelles adressent au Gouvernement un rapport d'activités.

Ce rapport doit comprendre :

- 1° un rapport de l'activité artistique;
- 2° un relevé d'imputation des subventions liquidées par la Communauté française dans les frais de réalisation du projet.

Le Gouvernement détermine les délais et formes dans lesquels ce rapport sera transmis à ses services.

Section 2. — Des représentants du Gouvernement

Art. 42. Après consultation de l'instance d'avis compétente, le Gouvernement peut conditionner l'octroi de subventions à la présence au sein des organes de gestion des organismes ou de la personne morale bénéficiaire d'une subvention d'un représentant qu'il désigne.

Dans le respect de l'article 2, le représentant du Gouvernement conseille les organes de gestion de l'organisme ou de la personne morale subventionnée en matière d'équilibre financier et de gestion et lui adresse ses observations.

Il fait part de ses observations au Gouvernement ainsi qu'à l'instance d'avis compétente.

Art. 43. Le Gouvernement désigne d'office un représentant tel que visé à l'article 42, pour les organismes subventionnés en application de l'article 38, en vue de l'accomplissement d'une mission de service public.

Section 3. — Des intendants

Art. 44. Le Gouvernement nomme, au sein de ses services, un ou plusieurs intendants chargés de la surveillance et du contrôle des mécanismes décrits aux sections 1^{re} et 2 du présent chapitre, ainsi que des missions générales suivantes :

- 1° apporter aux organismes subventionnés tous conseils en matière de gestion financière et administrative, dans le strict respect des dispositions de l'article 2;
- 2° faire rapport sur l'utilisation et l'imputation par les organismes reconnus des subventions liquidées;
- 3° apporter un appui aux services du Gouvernement dans le processus de formation et d'évaluation des contrats-programmes;
- 4° formuler aux services du Gouvernement toutes propositions et recommandation du point de vue budgétaire et financier, de même que du point de vue général de la gestion des organismes et des bénéficiaires de subventions;
- 5° contribuer à la réalisation des tâches et missions dévolues à l'Observatoire créé à l'article 49.

Les intendants ont accès à l'ensemble des documents remis ou à remettre aux instances d'avis.

Le Gouvernement peut nommer des intendants chargés de domaines particuliers, tels que définis à l'article 1^{er}.

Le Gouvernement peut, en outre, désigner un coordinateur des intendants, chargé de l'organisation et de la coordination générale de leurs travaux.

Art. 45. Lorsqu'un organisme subventionné n'exécute pas, par des décisions et des moyens appropriés, les engagements auxquels il a souscrit en matière de cahier de charges et d'engagements spécifiques, ainsi qu'en matière d'équilibre financier ou de gestion, le Gouvernement charge un ou plusieurs intendants de vérifier, de contrôler et d'encadrer la gestion de l'organisme et d'en faire rapport. Ceci, sans préjudice de l'obligation éventuelle de remboursement de subventions par l'organisme défaillant.

Le Gouvernement détermine précisément les missions et mandats donnés aux intendants en application du présent article, et en communique la teneur aux organes de gestion de l'organisme concerné.

Art. 46. Les intendants font rapport de leurs missions et de l'exercice du mandat exercé en application de l'article précédent au Gouvernement et à l'instance d'avis compétente.

Si le cadre de la mission et du mandat confié les y autorise, les intendants prennent toutes recommandations et résolutions relatives à la gestion de l'organisme et à toutes questions relatives à son équilibre financier.

Les intendants veillent à ce que les organismes subventionnés prennent toutes décisions conformes aux lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Art. 47. A défaut pour l'organisme d'appliquer les recommandations éventuelles des intendants, le Gouvernement peut suspendre ou résilier le contrat-programme, après avis motivé de l'instance d'avis compétente.

Art. 48. Lorsqu'un organisme bénéficiant de subventions de fonctionnement ou sollicitant pour la première fois ce mode de subventionnement présente une situation financière déséquilibrée, il est tenu de soumettre au Gouvernement un plan d'assainissement justifiant un retour à l'équilibre financier au moins au terme du contrat-programme.

Par situation financière déséquilibrée, on entend la situation dans laquelle un organisme présente, au terme d'un exercice, un résultat cumulé négatif dont le montant atteint au moins 10 % de l'ensemble des produits enregistrés pendant ce même exercice, en ce compris les ressources d'origine publique.

Ce pourcentage est ramené à 5 % pour les organismes qui présentent un ensemble de produits annuels supérieur à 70 millions.

Par dérogation au alinéas précédents, le Gouvernement, après consultation de l'instance d'avis compétente et rapport motivé de l'intendant compétent, impose à l'organisme bénéficiant de subventions de fonctionnement, ou sollicitant pour la première fois ce mode de subventionnement, de lui soumettre un plan d'assainissement tel que visé au premier alinéa, lorsque cet organisme présente, au terme d'un exercice, une structure bilantaire dans laquelle l'excédent des capitaux circulants sur les actifs circulants engendre, de manière répétée, des actions exercées contre lui par des tiers créanciers, ou le menace d'aboutir à une situation de cessation de paiement.

Le Gouvernement, après avis motivé de l'instance d'avis compétente, peut déroger au terme de durée prévu au premier alinéa, par l'octroi d'un terme supplémentaire de trois ans maximum.

Le Gouvernement charge un ou plusieurs intendants de contrôler la mise à exécution du plan d'assainissement et de lui faire rapport, ainsi qu'à l'instance d'avis compétente. Le non-respect du plan d'assainissement entraîne le retrait du bénéfice des subventionnements.

Section 4. — L'Observatoire des Arts de la Scène

Art. 49. Il est créé auprès des services du Gouvernement un Observatoire des Arts de la Scène chargé :

1° de rassembler systématiquement et de traiter toutes les données socio-économiques relatives aux domaines des Arts de la Scène, en vue de maintenir à jour la connaissance globale des dimensions d'offres, de demandes de financement et d'emplois de chaque domaine concerné;

2° d'informer les opérateurs culturels, les artistes et le public des développements, projets et fonctionnement des domaines des Arts de la Scène, ainsi que des mécanismes et pratiques découlant de l'application du présent décret et de ses arrêtés d'application;

3° de faire un rapport des politiques menées en matière des Arts de la Scène au Gouvernement, qui le transmettra au Conseil de la Communauté française.

Le rapport visé au premier alinéa, 3°, énonce, entre autres :

1° les règles ou les pratiques qui président à la conclusion des contrats-programmes avec, notamment, la durée des conventions, les régimes éventuels d'obligations minimales, les implications en matière d'emploi;

2° les ordres ou catégories des montants de subventions visés par les contrats-programmes;

3° les ordres ou catégories des montants visés dans le cadre des subventions ponctuelles;

4° les choix et options artistiques généralement dégagés;

5° tous éléments susceptibles d'identifier la politique menée en matière d'Arts de la Scène.

Art. 50. L'Observatoire des Arts de la Scène est composé :

1° du secrétaire général du ministère de la Communauté française ou de son représentant;

2° du coordinateur des intendants et des intendants désignés en application de l'article 44;

3° d'au moins trois personnes issues du monde de la recherche ou de l'enseignement supérieur en Communauté française, spécialistes dans les questions relatives aux domaines des Arts de la Scène, ayant compétence scientifique en matière de politique culturelle;

4° des personnes des Services du Gouvernement mises à disposition de l'Observatoire pour assurer le secrétariat des instances d'avis;

5° de deux personnes des services du Gouvernement mises à la disposition de l'Observatoire pour en assurer le secrétariat spécifique.

L'Observatoire des Arts de la Scène se réunit en séance plénière au moins quatre fois par an. Il organise librement ses travaux et peut recourir à toute auditions et expertises qu'il estime opportunes, ainsi qu'à tous documents produits par les instances d'avis susceptibles de l'informer dans le cadre de ses missions.

L'adoption du rapport prévu au premier alinéa, 3°, de l'article 49 requiert l'approbation obtenue d'une part, dans le groupe des personnes visées au points 1°, 2°, 4° et 5° et d'autre part, dans le groupe des personnes visées au point 3° du présent article.

La gestion quotidienne de l'Observatoire des Arts de la Scène est assurée par le coordinateur des intendants, les intendants et les services du secrétariat de l'Observatoire fixé par le Gouvernement. Ces personnes constituent le cadre permanent de l'Observatoire.

Art. 51. L'Observatoire des Arts de la Scène fixe son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est soumis à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 52. Les contrats-programmes en cours restent valables soit jusqu'à leur terme, soit jusqu'à la signature d'un nouveau contrat-programme sur base du présent décret.

Les organismes bénéficiaires de ces contrats-programmes sont réputés être reconnus au sens du présent décret et ce, pour une durée de trois ans suivant son entrée en vigueur.

Art. 53. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 5 mai 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—————
Note

(1) *Session 1998-1999* :

Documents du Conseil. - Projet de décret : n° 284-1. - Amendements de commission : n°s 284-2 à 284-18. - Rapport : n° 284-19. - Amendements de séance : n°s 284-20 et 21.

Comptes rendus intégraux. - Discussion. Séance du 30 mars 1999. - Adoption. Séance du 27 avril 1999.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 3031

[C - 99/29474]

**5 MEI 1999. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring
van de beroepssectoren van de Podiumkunsten (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en algemene principes*

Artikel 1. § 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder « Podiumkunsten » de domeinen van de kunstuiting voor de creaties en de producties waarvoor er een beroep wordt gedaan op kunstenaars en vakmensen en op de technieken van de vertolkingskunsten, en die essentieel in de vorm van levende vertoning voor de toeschouwers worden verspreid.

De Podiumkunsten omvatten de volgende domeinen :

- 1° toneelkunst;
- 2° muziek en opera;
- 3° danskunst;
- 4° circuskunsten en kermiskunsten.

§ 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder « beroepssector van de Podiumkunsten » :

- 1° Alle rechtspersonen :
 - a) wier maatschappelijk doel in hoofdzaak behoort tot een of meer hierna vermelde activiteiten :
 - i) de creatie of de productie van vertoningen die behoren tot de domeinen bedoeld bij § 1, lid 2;
 - ii) de promotie of de verspreiding van vertoningen die behoren tot de domeinen bedoeld bij § 1, lid 2;
 - iii) het onderzoek of de vorming die tot deze domeinen behoort, met uitsluiting van activiteiten en materies die behoren tot het kunstonderwijs;
 - b) die personeel tewerkstellen, inzonderheid kunstpersoneel, in naleving van de bepalingen van de Belgische sociale wetgeving;
 - c) die een resultatenrekening en een toestand van de balans opmaken, overeenkomstig de principes en de regels die gelden voor het dubbel boekhouden;

2° De beroepskunstenaars die op sollicitatie werken als natuurlijke personen of in de vorm van rechtspersonen in de domeinen van de Podiumkunsten, voor de creatie en de productie van vertoningen.

§ 3. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder « instelling » iedere rechtspersoon die werkzaam is in een of meer domeinen van de Podiumkunsten en die beantwoordt aan de voorwaarden bedoeld bij de punten a), b) en c) van § 2, 1°;

§ 4. Worden niet bedoeld bij dit decreet de instellingen die vallen onder de voorwaarden van het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtoneel.

Art. 2. De voorwaarden voor de erkenning of de subsidiëring en hun inwerkingstelling doen geen afbreuk aan de vrijheid van uitdrukking.

Bovendien, onverminderd de bijzondere bepalingen die erop betrekking hebben, kunnen de erkenning en de subsidiëring enkel ten gunste van de instellingen worden toegekend waarvan de activiteiten, en in het bijzonder de programmatie, de vrijheid van meningsuiting en de democratische principes niet aantasten.

HOOFDSTUK II. — *De adviesinstanties**Afdeling I.* — De adviesinstanties op het gebied van de toneelkunst

Art. 3. Er wordt een Raad van Advies voor de Toneelkunst opgericht. De Regering legt voor gemotiveerd advies van deze Raad elk ontwerp van programmacontract voor, zoals voorzien bij artikel 33, dat met de theaters moet gesloten worden over hun subsidiëring, alsook alle problemen betreffende de uitvoering, de hernieuwing of de opzegging van die programmacontracten. De Raad brengt bovendien zijn advies uit over alle kwesties in verband met de toneelkunst, hetzij op het verzoek van de Regering, hetzij op eigen initiatief.

Art. 4. Er wordt een Commissie van advies voor hulpverlening aan toneelprojecten opgericht, ermee belast adviezen en aanbevelingen aan de Regering voor te leggen over aanvragen om tegemoetkomingen die onregelmatig bij de Regering worden ingediend.

De Commissie neemt aanvragen in aanmerking die ingediend worden door natuurlijke of rechtspersonen die een of meer bijzondere activiteiten uitoefenen die behoren tot het domein van de toneelkunst en brengt prioritair haar adviezen uit over de toekenning van beurzen en onregelmatige financiële tegemoetkomingen ten voordele van toneelschrijvers of groepen van toneelschrijvers alsook van dramaturgen, toneelspelers of groepen toneelspelers; die beurzen en tegemoetkomingen zijn bestemd om geheel of gedeeltelijk de kosten voor creatie en productie van toneelspelen te dekken en meer bepaald de eerste projecten.

De Commissie brengt eveneens haar adviezen uit inzonderheid over :

- de opportuniteit onregelmatige financiële tegemoetkomingen toe te kennen met het oog op de productie, de editie en de verspreiding van geschriften, klank-, beeld- en andere dragers, betreffende de klassieke of hedendaagse toneelcreatie;

- de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bezorgen aan festivals, en allerlei toneelmanifestaties;

- de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bezorgen alsook lichamelijke goederen ter beschikking te stellen van instellingen en verenigingen voor de promotie, het onderzoek en de vorming inzake toneelkunst.

Afdeling 2. — De adviesinstanties op het gebied van de muziek en de lyrische kunst

Art. 5. Er wordt een Raad van Advies voor de klassieke en hedendaagse muziek opgericht. Die Raad heeft als opdracht hetzij op eigen initiatief hetzij op het verzoek van de Regering, adviezen uit te brengen over alle kwesties betreffende de compositie of interpretatie van klassieke of hedendaagse muziek.

De Regering legt voor gemotiveerd advies van deze Raad elk ontwerp van programmacontract voor, dat met instellingen van het muziek- en lyrisch domein moet gesloten worden alsook over elke kwestie betreffende de uitvoering, de hernieuwing of de opzegging van die programmacontracten.

Art. 6. Er wordt een Commissie voor Advies voor hulpverlening aan klassieke of hedendaagse muziekprojecten opgericht, belast adviezen en aanbevelingen aan de Regering voor te leggen over aanvragen om onregelmatige tegemoetkomingen die bij de Regering worden ingediend.

De Commissie neemt aanvragen in aanmerking die ingediend worden door natuurlijke of rechtspersonen die een of meer bijzondere activiteiten uitoefenen die behoren tot het domein van de klassieke of hedendaagse muziek en brengt haar adviezen uit, inzonderheid over :

- de toekenning van beurzen en onregelmatige financiële tegemoetkomingen ten voordele van auteurs, componisten en vertolkers;

- de opportuniteit onregelmatige financiële tegemoetkomingen toe te kennen met het oog op de productie, de editie en de verspreiding van geschriften, partituren, klank-, beeld- en andere dragers, betreffende de creatie en de interpretatie van klassieke of hedendaagse muziek;

- de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bezorgen aan ensembles en groepen componisten en vertolkers;

- de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bezorgen aan festivals en allerlei muziekmanifestaties;

- de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bezorgen alsook lichamelijke goederen ter beschikking te stellen van instellingen en verenigingen voor de promotie, het onderzoek en de vorming inzake klassieke of hedendaagse muziek.

Art. 7. Er wordt een Raad van Advies voor de niet-klassieke muziek opgericht. Die Raad heeft als opdracht hetzij op eigen initiatief hetzij op het verzoek van de Regering, adviezen uit te brengen over alle vraagstukken betreffende de vormen van actuele muziek, behoudens de klassieke of hedendaagse muziek, bedoeld door de Raad van Advies voor de klassieke of hedendaagse muziek, bepaald bij artikel 5.

De Regering legt voor gemotiveerd advies van deze Raad elk ontwerp van programmacontract voor, dat met instellingen van het niet-klassiek muziekdomein moet gesloten worden alsook over elk vraagstuk betreffende de uitvoering, de hernieuwing of de opzegging van die programmacontracten.

Art. 8. Er wordt een Commissie voor Advies voor hulpverlening aan niet-klassieke muziekprojecten opgericht, ermee belast adviezen en aanbevelingen aan de Regering voor te leggen over aanvragen om onregelmatige tegemoetkomingen die bij de Regering worden ingediend.

De Commissie neemt aanvragen in aanmerking die ingediend worden door natuurlijke of rechtspersonen die een of meer bijzondere activiteiten uitoefenen die behoren tot het domein van de niet-klassieke muziek en brengt haar adviezen uit, inzonderheid over :

- de toekenning van beurzen en onregelmatige financiële tegemoetkomingen ten voordele van componisten en vertolkers;

- de opportuniteit onregelmatige financiële tegemoetkomingen toe te kennen met het oog op de productie, de editie en de verspreiding van geschriften, partituren, klank-, beeld- en andere dragers, betreffende de creatie en de interpretatie van niet-klassieke of hedendaagse muziek;

- de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bieden aan ensembles en groepen componisten en vertolkers;;

- de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bieden aan festivals en allerlei muziekmanifestaties;

- de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bieden alsook lichamelijke goederen ter beschikking te stellen van instellingen en verenigingen voor de promotie, het onderzoek en de vorming inzake niet-klassieke muziek.

Afdeling 3. — De adviesinstanties op het gebied van de danskunst.

Art. 9. Er wordt een Raad van Advies voor de danskunst opgericht. Die Raad heeft als opdracht hetzij op eigen initiatief hetzij op het verzoek van de Regering, adviezen uit te brengen over alle vraagstukken betreffende de danskunst.

De Regering legt voor gemotiveerd advies van deze Raad elk ontwerp van programmacontract voor, dat met instellingen van het gebied van de danskunsten moet gesloten worden alsook over elk vraagstuk betreffende de uitvoering, de hernieuwing of de opzegging van die programmacontracten.

Art. 10. Er wordt een Commissie voor Advies voor hulpverlening aan de projecten die behoren tot de danskunst opgericht, ermee belast adviezen en aanbevelingen aan de Regering voor te leggen over aanvragen om onregelmatige tegemoetkomingen die bij de Regering worden ingediend.

De Commissie neemt de aanvragen in aanmerking die ingediend worden door natuurlijke of rechtspersonen die een of meer bijzondere activiteiten uitoefenen die behoren tot het domein van de danskunst en brengt prioritair haar adviezen uit over de toekenning van beurzen en onregelmatige financiële tegemoetkomingen voor choreografische auteurs of choreografische groepen alsook voor dansers of groepen dansers, bestemd om geheel of gedeeltelijk de kosten voor creatie en productie van dansopvoeringen te dekken en meer bepaald de eerste projecten.

De Commissie brengt eveneens haar adviezen uit inzonderheid over :

— de opportuniteit subsidies en financiële tegemoetkomingen toe te kennen om geheel of gedeeltelijk de productiekosten van de onregelmatige choreografische voorstellingen te dekken;

— de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bieden aan choreografische festivals en manifestaties die geheel of gedeeltelijk aan de danskunst zijn gewijd;

— de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bieden alsook lichamelijke goederen ter beschikking te stellen van instellingen en verenigingen voor de promotie, het onderzoek en de vorming inzake danskunst.

Afdeling 4. — De adviesinstanties op het gebied van de circuskunsten en kermiskunsten.

Art. 11. Er wordt een Raad van Advies voor de circuskunsten en de kermiskunsten opgericht. De Regering legt voor gemotiveerd advies van deze Raad elk ontwerp van programmacontract voor, dat met instellingen die behoren tot het domein van de circuskunsten of de kermiskunsten moet gesloten worden, alsook over elke kwestie betreffende de uitvoering, de hernieuwing of de opzegging van die programmacontracten. Bovendien brengt de Raad zijn advies uit over elke kwestie in verband met de circuskunsten en de foorkunsten, hetzij op het verzoek van de Regering hetzij op eigen initiatief.

Art. 12. Er wordt een Commissie van Advies voor hulpverlening aan de projecten die behoren tot de circuskunsten of de kermiskunsten opgericht, ermee belast adviezen en aanbevelingen aan de Regering voor te leggen over aanvragen om onregelmatige tegemoetkomingen die bij de Regering worden ingediend.

De Commissie neemt de aanvragen in aanmerking die ingediend worden door natuurlijke of rechtspersonen die een of meer bijzondere activiteiten uitoefenen die behoren tot het domein van de circuskunsten of de kermiskunsten en brengt haar adviezen uit, inzonderheid over :

— de opportuniteit beurzen, onregelmatige subsidies en financiële tegemoetkomingen toe te kennen, bestemd om geheel of gedeeltelijk de productiekosten van opvoeringen of manifestaties te dekken;

— de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bieden aan festivals of manifestaties die geheel of gedeeltelijk aan de circuskunsten of de kermiskunsten zijn gewijd;

— de opportuniteit onregelmatige financiële hulp te bieden alsook lichamelijke goederen ter beschikking te stellen van instellingen en verenigingen voor de promotie, het onderzoek en de vorming inzake circuskunsten en kermiskunsten.

Afdeling 5. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de verschillende adviesinstanties

Art. 13. De adviesinstanties bestaan uit 12 leden, aangesteld onder de personaliteiten die voor bedoeld domein bevoegd zijn.

De leden van de adviesinstanties zijn personaliteiten aangesteld door de Regering, afkomstig in gelijk aantal uit de volgende categorieën die voor het betrokken domein bevoegd zijn :

1° het publiek of de gebruikers of de representatieve verenigingen van die categorieën;

2° de beroepssector, behoudens de kunstdirecteurs van instellingen;

3° de Franstalige Belgische auteurs, componisten en uitvoerende kunstenaars en de critici;

4° het kunstonderwijs, het universitair of wetenschappelijk milieu.

De leden van de adviesinstanties worden aangesteld voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

In geval van ontslagneming van een lid, voorziet de Regering in zijn vervanging binnen de zes maanden die volgen op de kennisgeving van het ontslag.

De leden van de adviesinstanties hebben ten persoonlijke titel zitting.

De adviesinstanties tellen niet meer dan twee leden die de functies van voorzitter, ondervoorzitter of bestuurder uitoefenen in een rechtspersoon die een project zou kunnen voorleggen of een programmacontract zou kunnen krijgen. Het mandaat van beide leden mag enkel eenmaal worden hernieuwd.

De leden van de adviesinstanties mogen geen enkel dossier noch project onderzoeken waarbij zij belang zouden hebben.

Een zelfde lid kan voor verschillende adviesinstanties aangesteld worden.

Om deel te nemen aan de werkzaamheden van de adviesinstanties, en in het bijzonder om het secretariaat ervan waar te nemen, stelt de Regering twee vertegenwoordigers van haar diensten aan. Die zijn niet stemgerechtigd in de adviesinstantie.

De Regering stelt de voorzitter van elke adviesinstantie uit haar midden aan, onder de stemgerechtigde leden.

Art. 14. De adviesinstanties vergaderen ten minste zesmaal per jaar. Zij mogen met een andere frequentie vergaderen indien de belangrijkheid of het aantal van de verzoeken om advies dat hen wordt voorgelegd het vereist of indien ten minste drie stemgerechtigde leden erom verzoeken.

Op de oproepingsbrief van de adviesinstanties staat de agenda vermeld. Hij moet ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering worden opgezonden. Bij het begin van elk burgerlijk jaar bepalen de adviesinstanties het jaarlijks kalender van hun sessie.

De adviesinstanties beraadslagen en beslissen slechts geldig indien ten minste de helft van hun leden aanwezig is.

Wordt als ontslagnemend beschouwd, ieder lid dat op meer dan de helft van de jaarlijkse vergaderingen van de adviesinstantie afwezig is geweest.

Art. 15. De adviesinstanties bepalen elk hun huishoudelijk reglement. Daarin worden de methodologische principes en haar werkmethodes nader omschreven. De huishoudelijke reglementen van de adviesinstanties worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

De instanties brengen jaarlijks aan de Regering en aan de Hoge Raad voor de Podiumkunsten bedoeld bij artikel 19, verslag uit over hun activiteiten tijdens het verlopen jaar en de vooruitzichten die eruit kunnen afgeleid worden.

Art. 16. De leden van de adviesinstanties ontvangen een jaarlijkse lezingssubsidie waarvan het bedrag door de Regering wordt bepaald. Met uitsluiting van de ambtenaren, ontvangen de personen die zitting hebben in de adviesinstanties eveneens een zitpenning wanneer zij aan de vergaderingen deelnemen. Het bedrag van deze penning wordt door de Regering bepaald.

Art. 17. De commissie voor hulpverlening aan de projecten opgericht met toepassing van de artikelen 4, 6, 8, 10 en 12 nemen de aanvragen in aanmerking die door natuurlijke of rechtspersonen worden ingediend, waaronder een of meer bijzondere activiteiten tot het betrokken domein behoren en die :

— geen andere subsidie van de Franse Gemeenschap ontvangen, essentieel bestemd voor de creatie van vertoningen;

— geen permanente infrastructuur te hunner beschikking hebben, essentieel bestemd voor de exploitatie van de producties van de aanvrager.

De door deze commissies in aanmerking genomen projecten moeten in de lijn liggen van ten minste een van de volgende bekommernissen :

— de meest recente en de meest vrije vormen en expressies van het betrokken domein trachten te verwezenlijken en te verspreiden;

— op originele wijze de werken van de auteurs en de scheppers van de Franse Gemeenschap naar voren brengen of de werken van haar meest vernieuwende hedendaagse auteurs experimenteren;

— aan de hand van een kunstproject van hoog gehalte en van een werkelijke culturele draagwijdte de realisatie en de verspreiding van werken van het oud of hedendaags repertorium verzekeren.

Art. 18. Kunnen niet in aanmerking genomen worden door de commissies opgericht met toepassing van de artikelen 4, 6, 8, 10 en 12 de projecten waarvan de financiële verwezenlijking niet mogelijk zou zijn ofschoon zij met toepassing van een decreet aanspraak zouden mogen maken op een subsidie. Zijn eveneens uitgesloten, de projecten die niet door een verspreidingsplan zouden worden verzekerd.

Afdeling 6. — De Hoge Raad voor de Podiumkunsten.

Art. 19. Er wordt een Hoge Raad voor de Podiumkunsten opgericht. Zijn lid van deze Raad, de voorzitters van de adviesinstanties, alsook een voorzitter en een ondervoorzitter aangewezen door de Regering onder de representatieve personaliteiten van het cultureel milieu in de Franse Gemeenschap, behoudens de kunstdirecteurs.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de Hoge Raad voor de Podiumkunsten worden aangesteld voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

Art. 20. De Hoge Raad voor de Podiumkunsten controleert het bestaan en de geldigheid van de voorwaarden voor de erkenning van de instellingen, overeenkomstig artikel 23.

De Hoge Raad voor de Podiumkunsten zorgt voor de coördinatie van de adviesinstanties. Aan zijn onderzoek wordt de toekenning onderworpen van werkingssubsidies aan de instellingen waarvan de activiteiten behoren tot verschillende domeinen van de Podiumkunsten of waarvan de activiteiten niet tot een specifiek domein behoren.

Op eigen initiatief of op het verzoek van de Regering brengt hij allerlei adviezen en aanbevelingen uit over het beleid gevoerd in de Podiumkunsten.

Hij maakt een jaarlijks verslag op over zijn activiteiten en een synthese van de verslagen die door de verschillende adviesinstanties worden ingediend. Desgevallend legt hij voorstellen voor over de komende dienstjaren.

Die documenten worden doorgezonden naar de Regering en naar de Raad van de Franse Gemeenschap uiterlijk 30 mei van het jaar dat volgt op bedoeld dienstjaar.

De Hoge Raad voor de Podiumkunsten formuleert voor het Waarnemingscentrum voor de Podiumkunsten en de Regering elk element voor de definitie en de beoordeling van woorden en criteria die in dit decreet gebruikt worden, in de programmacontracten alsook in de andere vormen van betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de beroepssector van de Podiumkunsten.

De documenten opgesteld door de Hoge Raad voor de Podiumkunsten bevatten, onder meer, gegevens over het gaan naar, het verspreiden en het rondreizen van de vertoningen, de betrekking als kunstenaar en de creatie.

Art. 21. De Hoge Raad voor de Podiumkunsten vergadert ten minste viermaal per jaar. Hij mag frequenter vergaderen indien de belangrijkheid van de te verrichten werkzaamheden of het aantal van de verzoeken om advies het vereisen.

Op de convocatiebrief van de adviesinstanties staat de agenda vermeld. Hij moet ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering worden opgezonden.

Het secretariaat van de Hoge Raad voor de Podiumkunsten wordt waargenomen door de coördinator van de intendanten of bij ontstentenis door een intendant aangesteld door de Regering.

Art. 22. De Hoge Raad voor de Podiumkunsten stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

De Hoge Raad voor de Podiumkunsten beraadslaagt en beslist slechts geldig indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is.

HOOFDSTUK III. — *De erkenning*

Art. 23. In de zin van dit decreet worden de instellingen erkend :

- 1° die ressorteren onder de beroepssector van de Podiumkunsten;
- 2° die hun statuten bekend maken en die kennisgeven van hun beheersorganen alsook van hun kunstleiding;
- 3° die sedert meer dan een jaar hun bestaan, hun werking, alsook sommige activiteiten vastleggen overeenkomstig hun maatschappelijk doel;
- 4° die in hun activiteiten en hun programmatie bewijs leveren dat zij de vrijheid van meningsuiting en de democratische vrijheden naleven, overeenkomstig artikel 2;
- 5° die creatiewerken opvoeren in naleving van de wetgeving op het auteursrecht en de naburige rechten;
- 6° die activiteiten op touw zetten, prioritair gericht tot het publiek van de Franse Gemeenschap;
- 7° die een dossier indienen met het activiteitsproject en het financieel plan voor de duur van de overwogen erkenning;
- 8° die van de bevoegde instantie een kunstevaluatie en een gunstig advies hebben bekomen.

De toekenning van een onregelmatige subsidie in de zin van artikel 39 aan iedere rechts- of natuurlijke persoon die een of meer activiteiten uitoefenen die tot de beroepssector van de podiumkunsten behoren, heeft van rechtswege de erkenning ten gevolge en dit uitsluitend voor een periode van twee opeenvolgende jaren die volgen op het jaar van de toekenning van de subsidie. De in dit lid bedoelde erkenning neemt van rechtswege een einde bij het verstrijken van die periode.

Art. 24. Onverminderd de bepalingen van artikel 23, lid 2, wordt de erkenningsaanvraag door de instelling ingediend op het formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald.

Zij wordt bij aangetekende brief naar de Regering gestuurd samen met de bijlagen die de Regering vaststelt.

Art. 25. Onverminderd de bepalingen van artikel 23, lid 2, stuurt de Regering naar de Hoge Raad voor de Podiumkunsten de geformuleerde erkenningsaanvragen.

De Hoge Raad voor de Podiumkunsten gaat na of de voorwaarden bepaald voor de erkenning al dan niet vervuld zijn.

Hij brengt zijn advies aan de Regering uit binnen de zes maanden die volgen op de ontvangst van de aanvraag.

Hij kan het onderzoek van de aanvraag en het daarover te geven advies delegeren aan de adviesinstantie die specifiek meer bevoegd is voor het betrokken domein; deze instantie geeft haar advies aan de Regering te kennen binnen de zes maanden die volgen op de ontvangst van de aanvraag.

Er wordt aan de aanvrager kennis gegeven van de beslissing van de Regering binnen de 3 maanden die volgen op de ontvangst van het advies van de Hoge Raad voor de Podiumkunsten of van de adviesinstantie die delegatie heeft gekregen.

Elke beslissing van de Regering die afwijkt van de adviezen en aanbevelingen geformuleerd door de Hoge Raad voor de Podiumkunsten of door de adviesinstantie die daartoe delegatie heeft gekregen moet op dit punt met redenen omkleed worden.

Art. 26. Onverminderd de bepalingen van artikel 23, lid 2, kan de erkenning voor een termijn van twee tot vijf jaar toegekend worden.

Zij kan verlengd worden.

In geval van niet-naleving van de voorwaarden bepaald bij artikel 23, kan de erkenning ingetrokken worden door de Regering, na advies van de Hoge Raad voor de Podiumkunsten of de adviesinstantie, waaraan het onderzoek eventueel werd gedelegeerd.

Die intrekking kan eveneens uitgevoerd worden op de voordracht van de Hoge Raad voor de Podiumkunsten of de bevoegde adviesinstantie, die op de hoogte werd gebracht van een tekortkoming of een niet-naleving van een van de bepaalde voorwaarden.

HOOFDSTUK IV. — *De subsidiëring**Afdeling 1. — Soorten subsidies*

Art. 27. Alleen de erkende instellingen mogen aanspraak maken op subsidiëring. Deze kan gelijktijdig met de erkenning beginnen.

De subsidiëring is onderworpen aan de raadpleging van de adviesinstanties, op basis van hun respectievelijke bevoegdheden.

Elke beslissing van de Regering die afwijkt van de adviezen en aanbevelingen geformuleerd door de adviesinstanties moet op dit punt met redenen omkleed worden.

Art. 28. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Regering werkingssubsidies toekennen aan de instellingen die ressorteren onder de beroepssector van de Podiumkunsten.

De werkingssubsidies zijn bestemd om bij te dragen tot de financiering van de gewone exploitatie van de instellingen, over een meerjarige duur, door geheel of gedeeltelijk de dekking te verzekeren van :

- de bezoldigingen van zijn vast personeel;
- de lasten van zijn basiswerking;
- de lasten van de bezoldigingen en de kunstactiviteiten.

Art. 29. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Regering onregelmatige subsidies toekennen aan de rechts- of natuurlijke personen die een of meer activiteiten uitoefenen die afhangen van een of meer domeinen van de beroepssector van de Podiumkunsten.

De onregelmatige subsidies worden toegekend voor duidelijk omschreven projecten of doelstellingen.

Art. 30. De Regering kent subsidies toe en trekt ze ook eventueel in.

De intrekking van de subsidies geeft geen enkel recht op een vergoeding vanwege de Franse Gemeenschap.

Art. 31. De aanvraag tot subsidiëring wordt ingediend door de instelling op het formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald.

Zij wordt bij aangetekende brief naar de Regering gezonden samen met de bijlagen die de Regering bepaalt.

Afdeling 2. — De werkingssubsidies

Art. 32. Om het voordeel te kunnen genieten van het stelsel van de werkingssubsidies, moet de instelling van de beroepssector van de Podiumkunsten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° erkend zijn overeenkomstig de bepalingen van artikel 23;

2° een kunstevaluatie en een advies van de bevoegde adviesinstantie gekregen hebben;

3° een financiële toestand in evenwicht voorleggen en, indien deze voorwaarde niet vervuld is gelet op de criteria bepaald bij artikel 48, een saneringsplan voorleggen;

4° zijn personeel volgens de bepalingen van de Belgische sociale wetgeving aanwerven en bezoldigen.

Na advies van de bevoegde instantie kan de Regering ook het genot van de werkingssubsidies laten afhangen van de controle en de echtverklaring van de rekeningen van de instelling door een bedrijfsrevisor.

Art. 33. De toekenning aan de instellingen van de beroepssector van de Podiumkunsten van werkingssubsidies wordt georganiseerd via programmacontracten.

De Regering stelt met de betrokken instelling een programmacontract op.

De Regering kan, na raadpleging van de bevoegde adviesinstanties, in elk domein en, zo nodig, per categorie van instellingen, voor de jaarlijkse subsidie een minimaal vast bedrag vaststellen vanaf hetwelk het stelsel van de werkingssubsidies is toegepast.

Art. 34. Het programmacontract heeft betrekking op een doorlopende meerjarige periode van ten hoogste vijf jaar.

Elk programmacontract bevat ten minste de volgende gegevens :

1° de duur;

2° het bedrag van de werkingssubsidie, de wijze van uitbetaling en haar eventuele verhoging;

3° de minimale druk, uitgedrukt in percent van de lasten van de loonmassa op het totaal van de lasten of het minimaal percent van subsidie, gewijzd aan de loonmassa, alsook het minimum aantal betrekkingen en kunstprestaties die moeten geleverd worden;

4° de inhoud van de lijst van voorwaarden waaraan de instelling moet voldoen;

5° de verplichtingen aangegaan inzake gastvertoningen en inzake refertetoeschouwers;

6° het activiteitsvolume bepaald voor de periode van de subsidiëring;

7° de verbintenissen inzake financieel evenwicht van de instelling;

8° de modaliteiten voor de financiële controles uitgevoerd door de Franse Gemeenschap;

9° de modaliteiten tot wijziging, opschorting, opzegging, verlenging of hernieuwing;

10° de namen en titels van de personen die de instelling vertegenwoordigen die het contract ondertekend heeft en meer in het bijzonder van zijn kunstverantwoordelijke.

Art. 35. De voorwaarden voor de wijziging, opschorting, opzegging, evaluatie, verlenging en hernieuwing worden bepaald door de Regering op basis van gelijkaardige criteria voor al de programmacontracten.

Geen enkel programmacontract mag opgesteld, gewijzgd, opgezegd, opgeschort, verlengd of hernieuwd worden zonder voorafgaandelijk te werden onderworpen aan het advies van de bevoegde adviesinstantie.

Art. 36. Elk overheidsbestuur vertegenwoordigd in de beheersorganen van een erkende instelling die werkingssubsidies krijgt, wordt betrokken bij de sluiting van het programmacontract en werkt mede aan de uitvoering ervan, overeenkomstig de statuten van de instelling en de modaliteiten vastgesteld tussen de ondertekenende partijen.

Art. 37. Na raadpleging van de bevoegde adviesinstanties organiseert de Regering, per domein, de rangschikking in categorieën van de instellingen van de beroepssector van de Podiumkunsten.

Bij deze categorieën worden stelsels van minimale en specifieke verplichtingen betrokken.

De stelsels van minimale verplichtingen stellen de rubrieken vast waarvoor er verbintenissen bestaan die de instellingen aangaan in het kader van de voorwaarden bepaald in hun programmacontract.

De stelsels van minimale verplichtingen hebben ten minste betrekking op :

1° de activiteitsvolumes, inzonderheid het aantal geprogrammeerde of gepromote titels, hun aard en het aantal manifestaties t.o.v. het publiek;

2° het activiteitsvolume dat in de gastvertoning moet uitgevoerd worden of ter bestemming van een specifiek publiek;

3° de structuur en de druk van de loonmassa;

4° de volumes van de betrekkingen en, inzonderheid, kunstbetrekkingen en -prestaties;

5° de structuur van de financiering door inkomsten van openbare oorsprong en andere;

6° de steun die zij brengen aan de werken van de auteurs en componisten van de Franse Gemeenschap.

Na raadpleging van de bevoegde adviesinstanties kan de Regering voor elk betrokken domein, stelsels van specifieke verplichtingen en aanvullende opdrachten bepalen, zo nodig per categorie van instellingen.

Art. 38. In elk domein stelt de Regering, na raadpleging van de betrokken adviesinstantie, ten minste een erkende en gesubsidieerde instelling aan om de opdrachten als overheidsdienst die zij bepaalt en die zij ten laste heeft te verwezenlijken.

Deze instellingen vormen een van de categorieën bedoeld bij artikel 37.

Deze opdrachten als overheidsdienst zijn onder meer :

- 1° kunstenaars en scheppers van de Franse Gemeenschap tewerkstellen en promoten en bijdragen tot hun vermaardheid zowel in België als in het buitenland;
- 2° veelvuldige en gevarieerde vertoningen promoten, van hoog kunstgehalte, of als dusdanig erkend door de adviesinstanties, bestemd voor al de publiekategorieën;
- 3° de rondreis van de vertoningen bevorderen;
- 4° de voorkeur geven aan de toepassing van de voorwaarden voor preferentiële toegang voor bepaalde categorieën van de bevolking;
- 5° de wisselwerking tussen de sectoren van de Podiumkunsten en andere sectoren zoals het onderwijs en de permanente opvoeding toelaten;
- 6° het onthalen en verblijven van de projecten bevorderen, bij voorkeur deze die gesubsidieerd zijn, met toepassing van artikel 39 en die geen permanente infrastructuur te hunner beschikking hebben.

Om als dusdanig erkend te worden, moet de instelling onder het statuut van inrichting van openbaar nut vallen, zoals bepaald bij de wet van 27 juni 1921 houdende toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de inrichtingen van openbaar nut.

In de statuten van de instelling erkend met toepassing van dit artikel moet bepaald zijn dat de titel of het mandaat van kunstdirecteur van de instelling kan toegekend worden op basis van een oproep tot de kandidaten en voor een termijn van bepaalde duur die niet langer dan vijf jaar mag zijn, ten hoogste eenmaal hernieuwbaar.

Afdeling 3. — De onregelmatige subsidies.

Art. 39. Om een onregelmatige subsidie te bekomen, moet de natuurlijke of de rechtspersoon die een of meer bijzondere activiteiten uitoefenen die onder de beroepssector van de Podiumkunsten vallen aan de volgende voorwaarden beantwoorden :

- 1° zijn identiteit, zijn referenties en bekwaamheden te kennen hebben gegeven of, in geval van een rechtspersoon, zijn statuten, de identiteit van haar beheersorganen alsook zijn artistieke leiding;
- 2° een dossier hebben ingediend met een beschrijving van het activiteitenproject of het doel waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, alsook het financieel plan behorend tot dit project of dit doel; deze laatste documenten moeten onder meer nadere uitleg bezorgen over het gedeelte van de lasten bestemd voor de bezoldiging van het personeel, inzonderheid het kunstpersoneel, het gedeelte bestemd voor andere werkingskosten alsook het volume van de effectief voorziene activiteiten;
- 3° een advies van kunstevaluatie gekregen hebben vanwege de bevoegde adviesinstantie.

HOOFDSTUK V. — Werking, financieel evenwicht en evaluatie

Afdeling 1. — Activiteitenverslag

Art. 40. Elk jaar sturen de instellingen die werkingssubsidies gekregen hebben, een verslag naar de Regering.

Dit verslag moet ten minste de volgende gegevens bevatten :

- 1° het activiteitenverslag over het voorbije jaar, met onder meer nadere uitleg over de gegevens bedoeld bij artikel 34, lid 2, 3° tot 7°;
- 2° balans en rekeningen van het voorbije jaar;
- 3° aanrekening van de subsidies uitgekeerd door de Franse Gemeenschap;
- 4° eventuele bijwerking van de statuten, de beheersorganen en de kunstleiding;
- 5° kunstprojecten voor het volgend jaar;
- 6° begrotingsvooruitzichten voor het volgend jaar.

De Regering bepaalt de termijnen en de vormen waarin dit verslag haar moet worden overgezonden.

De bij artikel 38 bedoelde instellingen geven in hun jaarverslag nadere uitleg over de manier waarop zij de hun toegewezen opdrachten van openbare dienst hebben vervuld.

Art. 41. Op het einde van de activiteiten waarvoor een subsidie door de Franse Gemeenschap werd uitbetaald, zenden de natuurlijke of rechtspersonen die onregelmatige subsidies hebben gekregen, een activiteitenverslag naar de Regering.

Dit verslag moet de volgende gegevens bevatten :

- 1° een verslag over de kunstactiviteiten;
- 2° een lijst betreffende de aanrekening van de subsidies uitbetaald door de Franse Gemeenschap inzake kosten voor de verwezenlijking van het project.

De Regering bepaalt de termijnen en de vormen waarin dit verslag naar haar diensten wordt doorgezonden.

Afdeling 2. — De vertegenwoordigers van de Regering

Art. 42. Na raadpleging van de bevoegde adviesinstantie kan de Regering de toekenning van subsidies afhankelijk maken van de aanwezigheid van een door haar aangestelde vertegenwoordiger in de beheersorganen van de instellingen of in de rechtspersoon die een subsidie geniet.

In naleving van artikel 2, staat de vertegenwoordiger van de Regering de beheersorganen van de instelling of van de gesubsidieerde rechtspersoon bij met zijn raadgevingen inzake financieel evenwicht en beheer en deelt hun zijn opmerkingen mede.

Art. 43. De Regering stelt van rechtswege een vertegenwoordiger aan zoals bedoeld bij artikel 42, voor de gesubsidieerde instellingen met toepassing van artikel 38, met het oog op de uitvoering van een opdracht van openbare dienst.

Afdeling 3. — De intendanten

Art. 44. De Regering benoemt binnen haar diensten een of meer intendanten belast met het toezicht en de controle van de werkwijzen beschreven in de afdelingen 1 en 2 van dit hoofdstuk, alsook van de volgende algemene opdrachten :

1° aan de gesubsidieerde instellingen raad geven over financieel en administratief beheer, in de stipte naleving van de bepalingen van artikel 2;

2° verslag uitbrengen over de aanwending en de aanrekening door de erkende instellingen van de uitbetaalde subsidies;

3° steun brengen aan de diensten van de Regering bij het opmaken en evalueren van de programmacontracten;

4° voor de diensten van de Regering alle voorstellen en aanbevelingen formuleren op budgettair en financieel vlak, alsook op het algemeen vlak van het beheer van de instellingen en de gerechtigden op subsidies;

5° bijdragen tot de vervulling van de taken en opdrachten toegewezen aan het Waarnemingscentrum opgericht bij artikel 49.

De intendanten hebben toegang tot al de documenten overhandigd of te overhandigen aan de adviesinstanties.

De Regering kan intendanten benoemen belast met bijzondere domeinen, zoals bepaald bij artikel 1.

De Regering kan bovendien een coördinator van de intendanten aanstellen, belast met de organisatie en de algemene coördinatie van hun werkzaamheden.

Art. 45. Wanneer een gesubsidieerde instelling door beslissingen en geschikte middelen de verbintenissen niet naleeft die zij heeft aangegaan inzake voorwaarden en specifieke verbintenissen, alsook inzake financieel evenwicht of beheer, dan geeft de Regering opdracht aan een of meer intendanten het beheer van de instelling na te trekken, te controleren en te begeleiden en hierover verslag uit te brengen. Dit, onverminderd de eventuele verplichting voor de in gebreke gebleven instelling, subsidies terug te betalen.

De Regering bepaalt zeer nauwkeurig de opdrachten en de mandaten toevertrouwd aan de intendanten met toepassing van dit artikel en geeft kennis van de inhoud ervan aan de beheersorganen van betrokken instelling.

Art. 46. De intendanten brengen verslag uit aan de Regering en aan de bevoegde adviesinstantie over hun opdrachten en de uitoefening van het mandaat, uitgeoefend met toepassing van vorig artikel.

Indien het kader van de opdracht en het toegewezen mandaat het hun toelaat, treffen de intendanten kennis van alle aanbevelingen en resoluties betreffende het beheer van de instelling en over alle kwesties in verband met haar financieel evenwicht.

De intendanten zorgen ervoor dat de gesubsidieerde instellingen alle beslissingen nemen die in overeenstemming zijn met de geldende wetten, decreten, besluiten en reglementen.

Art. 47. Indien de instelling de eventuele aanbevelingen van de intendanten niet toepast, kan de Regering het programmacontract opschorten of opzeggen, na gemotiveerd advies van de bevoegde adviesinstantie.

Art. 48. Wanneer een instelling die werkingssubsidies ontvangt of die voor de eerstemaal die wijze van subsidiëring aanvraagt, een onevenwichtige financiële toestand kent, is zij ertoe verplicht aan de Regering een saneringsplan voor te leggen waarbij een herstel van het financieel evenwicht ten minste op het einde van het programmacontract wordt verzekerd.

Onder onevenwichtige financiële toestand wordt verstaan, de toestand waarin een instelling op het einde van een dienstjaar een negatief gecumuleerd resultaat voorlegt waarvan het bedrag ten minste 10 % bereikt van al de opbrengsten die tijdens ditzelfde dienstjaar werden geboekt, met inbegrip van de inkomsten van overheidskant.

Dit percent wordt tot 5 % herleid voor de instellingen die een totaal van jaarlijkse opbrengsten boven de 70 miljoen voorleggen.

In afwijking van de vorige leden verplicht de Regering, na raadpleging van de bevoegde adviesinstantie en na gemotiveerd verslag van de bevoegde intendant, de instelling die werkingssubsidies ontvangt of die voor de eerstemaal die wijze van subsidiëring aanvraagt, haar een saneringsplan voor te leggen zoals bedoeld bij lid een, wanneer die instelling op het einde van het dienstjaar een structuur van haar balans voorlegt waarin het overwicht van het vlottend kapitaal op de vlottende activa herhaaldelijk vorderingen ten gevolge heeft die tegen haar worden ingezet door derde schuldeisers of haar bedreigt in een toestand van staking van betaling te verzeilen.

De Regering kan, na gemotiveerd advies van de bevoegde adviesinstantie, afwijken van de bij lid één bedoelde termijn door een bijkomende duur van maximum drie jaar toe te kennen.

De Regering belast een of meer intendanten met het toezicht op de uitvoering van het saneringsplan en haar daarover verslag uit te brengen, alsook aan de bevoegde adviesinstantie. De niet-naleving van het saneringsplan heeft de intrekking van het voordeel van de subsidiëring voor gevolg.

Afdeling 4. — Het Waarnemingscentrum voor de Podiumkunsten

Art. 49. Er wordt bij de diensten van de Regering een Waarnemingscentrum voor de Podiumkunsten opgericht, belast met :

1° het systematisch verzamelen en verwerken van alle sociaal-economische gegevens over de domeinen van de Podiumkunsten, om de globale kennis bij te houden over de omvang van de offertes, de aanvragen tot financiering en over de betrekkingen van elk betrokken domein;

2° de inlichting van de culturele operators, de kunstenaars en het publiek over de ontwikkelingen, projecten en werking van de domeinen van de Podiumkunsten, alsook de mechanismen en praktijken, voortvloeiend uit de toepassing van dit decreet en zijn toepassingsbesluiten;

3° het uitbrengen van een verslag aan de Regering over de beleidsvoeringen betreffende de Podiumkunsten; de Regering zal het verslag doorzenden naar de Raad van de Franse Gemeenschap.

Het bij lid één, 3° bedoelde verslag vermeldt onder meer :

1° de regels of de praktijken die aan de basis liggen van de afsluiting van de programmacontracten met, onder andere, de duur van de overeenkomsten, de eventuele stelsels van minimale verplichtingen, de implicaties inzake tewerkstelling;

2° de benaderingscijfers of categorieën van de bedragen van de subsidies bedoeld bij de programmacontracten;

3° de benaderingscijfers of categorieën van de bedragen bedoeld in het kader van de onregelmatige subsidies;

4° de artistieke keuzen en opties die in het algemeen tot uiting komen;

5° alle elementen die de herkenning kunnen toelaten van het beleid, gevoerd inzake Podiumkunsten.

Art. 50. Het Waarnemingscentrum voor de Podiumkunsten bestaat uit :

1° de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger;

2° de coördinator van de intendanten aangesteld met toepassing van artikel 44;

3° ten minste drie personen komende uit het milieu van het onderzoek of het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, specialisten inzake kwesties betreffende de domeinen van de podiumkunsten, die een wetenschappelijke bevoegdheid hebben inzake cultureel beleid;

4° personen van de diensten van de Regering die ter beschikking gesteld worden van het Waarnemingscentrum om het secretariaat van de adviesinstanties waar te nemen;

5° twee personen uit de diensten van de Regering ter beschikking gesteld van het Waarnemingscentrum om er het specifiek secretariaat van waar te nemen.

Het Waarnemingscentrum voor de Podiumkunsten komt ten minste viermaal per jaar in voltallige vergadering samen. Het organiseert zijn werkzaamheden in volle vrijheid en kan nuttig gebruik maken van alle verhooren en keuringen die het geschikt acht, alsook van alle documenten voorgelegd door de adviesinstanties die hem in het kader van zijn opdrachten informatie kan verstrekken.

De aanneming van het verslag, bedoeld bij lid 1, 3° van artikel 49 vereist de goedkeuring, bekomen enerzijds in de groep van de personen bedoeld bij de punten 1°, 2°, 4° en 5° en anderzijds in de groep van de personen bedoeld bij punt 3° van dit artikel.

Het dagelijks beheer van het Waarnemingscentrum voor de Podiumkunsten wordt waargenomen door de coördinator van de intendanten, de intendanten en de diensten van het secretariaat van het Waarnemingscentrum, door de Regering bepaald. Die personen vormen de vaste personeelsformatie van het Waarnemingscentrum.

Art. 51. Het Waarnemingscentrum voor de Podiumkunsten stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 52. De lopende programmacontracten blijven geldig hetzij tot hun einddatum, hetzij tot de ondertekening van een nieuw programmacontract op basis van dit decreet.

De instellingen die het voordeel van die programmacontracten genieten, worden geacht erkend te zijn in de zin van dit decreet en dit, voor een duur van drie jaar die volgt op zijn inwerkingtreding.

Art. 53. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 mei 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het onderwijs,
de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindermwzijn en de gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad. - Ontwerp van decreet : nr. 284-1.- Commissieamendementen : Nrs 284-2 tot 284-18.- Verslag : nr. 284-19. - Vergaderingsamendementen : nrs 284-20 en 21.

Integrale verslagen. - Bespreking. Vergadering van 30 maart 1999.- Aanneming. Vergadering van 27 april 1999.